

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

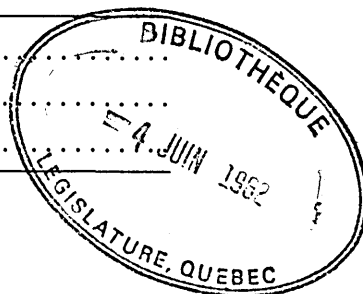
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 68

**Loi modifiant diverses dispositions législatives
concernant les régimes de retraite**

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. YVES BÉRUBÉ

Ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objet:

1° de diminuer les dépenses budgétaires et les besoins financiers du gouvernement à l'égard des régimes de retraite des secteurs public et parapublic soit:

- le régime de retraite des enseignants (RRE),*
- le régime de retraite des fonctionnaires (RRF),*
- le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP),*
- les dispositions particulières prévues par la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants;*

2° de permettre, sans date limite, le transfert des participants de ces régimes au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

3° de prévoir qu'un ministre désigné par le gouvernement soit responsable de l'application de ces lois.

Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, ce projet de loi prévoit, pour le service futur seulement, les modifications suivantes:

1° le partage en parts égales entre employeurs et employés du coût des régimes;

2° l'indexation des pensions sur l'excédent de 3% de l'indice des prix à la consommation au sens du Régime de rentes du Québec.

De plus, l'indexation des pensions, le 1^{er} janvier qui suit la date de la mise à la retraite, s'effectuera proportionnellement au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée au cours de l'année civile de la mise à la retraite par rapport au nombre de jours de cette même année civile.

Ces modifications s'appliqueront:

1° à compter du 1^{er} juillet 1982, dans le cas du partage des coûts en parts égales entre employés et employeurs;

2° à compter du 1^{er} janvier 1983, dans le cas de l'indexation annuelle des pensions sur l'excédent de 3%, cette indexation ne s'appliquant toutefois qu'à la portion de pension acquise après le 30 juin 1982; et

3° à compter du 1^{er} janvier 1983 quant à l'indexation proportionnelle des pensions mais pour les seules pensions qui sont devenues payables après le 30 juin 1982.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);

2° la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11);

3° la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12);

4° la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, chapitre 16).

Projet de loi n° 68

Loi modifiant diverses dispositions législatives
concernant les régimes de retraite

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par la suppression du paragraphe *q*.

2. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le régime ainsi établi est administré par la Commission et le premier alinéa de l'article 113 et l'article 113.1 s'appliquent.».

3. L'article 10 de cette loi est modifié par la suppression dans la troisième ligne du premier alinéa de ce qui suit: «, jusqu'au 30 juin 1981,».

4. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**11.** L'employé qui opte conformément à l'article 10 devient assujetti au régime 3 mois après la réception de l'avis.».

5. L'article 45 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *b* du premier alinéa, des chiffres «240» par les chiffres «200».

6. L'article 47 de cette loi est modifié par le remplacement des premier, deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«**47.** Une retenue de 7,10% est faite sur le traitement admissible de tout employé qui excède 35% du maximum des gains admissi-

bles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9).

L'exemption de 35% est appliquée au prorata du nombre de périodes de paie au cours d'une année.».

7. L'article 50 de cette loi est abrogé.

8. L'article 77 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**77.** La pension annuelle est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, indexée annuellement:

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 dans la mesure seulement où ce service est nécessaire pour atteindre un maximum de 35 ans de service, de l'excédent de cet indice sur 3%.

La pension différée est indexée de la même façon. Cette indexation ne s'applique, dans ce cas, qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle débute le paiement de la pension.

«**77.1** Le premier ajustement d'une pension annuelle ou d'une pension différée résultant de l'indexation s'effectue proportionnellement:

1° au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année de la mise à la retraite par rapport au nombre total de jours dans cette année;

2° dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 68, au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année du décès de l'employé par rapport au nombre total de jours dans cette année.».

9. L'article 86 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**86.** Pour avoir droit à un crédit de rente, l'employé doit verser à la Commission:

1° à l'égard du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, la somme déterminée suivant le tarif de primes apparaissant à l'Annexe I;

2° à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982, la somme déterminée suivant le tarif de primes apparaissant à l'Annexe I.1.».

10. L'article 87 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**87.** L'employé peut payer les sommes déterminées conformément à l'article 86 soit comptant, soit par versements.»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Lorsqu'un employé utilise tout ou partie de la valeur de ses congés-maladie accumulés à son crédit pour acquitter le coût du crédit de rente, l'employeur paie, selon le cas, tout ou partie du crédit de rente selon les modalités déterminées par la Commission.».

11. L'article 105 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**105.** Tout employé a droit de faire compter, pour sa pension, les années pendant lesquelles il a été député à l'Assemblée nationale du Québec et pour lesquelles il a versé la contribution prévue par l'article 87 de la Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1) sauf s'il a droit à une pension en vertu de cette loi.

Il doit, à cette fin, verser à la Commission, pour chacune de ces années, un montant égal au taux de cotisation applicable à chacune de ces années sur le moindre:

1° de l'indemnité qu'il a reçu à titre de député; ou

2° du traitement qu'il a droit de recevoir au cours de la première année pendant laquelle il devient employé, après avoir été député.

La pension, le cas échéant, est basée uniquement sur le traitement qu'il reçoit pendant qu'il participe au présent régime.».

12. L'article 107 de cette loi est abrogé.

13. L'article 113 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**113.** Si, à la suite de l'évaluation actuarielle d'un régime supplémentaire de rentes, la Commission estime que la contribution de l'employeur est supérieure à la cotisation des employés, la cotisation est augmentée de $\frac{1}{4}\%$ par année à compter du 1^{er} juillet 1982 ou, si l'organisme n'était pas déjà assujéti, à compter de la date de l'assujettissement ou à compter de toute date postérieure déterminée par règlement, jusqu'à ce que la cotisation de l'employé, compte tenu de la contribution au Régime de rentes du Québec, atteigne 6,25%. La contribution de l'employeur est diminuée par année dans la même proportion.

Toutefois, si le montant de la rente de retraite est établi sur une base plus avantageuse que le traitement moyen des 5 années de service les mieux rémunérées ou si le pourcentage maximum du traitement moyen qui sert de base au calcul de la rente est supérieur à 70% ou si la rente est ajustée par indexation après la retraite, la cotisation de l'employé est augmentée par année du même pourcentage

pour atteindre la moitié du coût du régime sans tenir compte de la limite de 6,25%.

« **113.1** Aucun régime supplémentaire de rentes ne peut être modifié sans l'autorisation préalable de la Commission et toute modification apportée est à la charge des employés si elle entraîne des coûts additionnels. ».

14. L'article 121 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **121.** La contribution de l'employeur est égale aux cotisations des employés. ».

[[**15.** L'article 127 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

«SECTION XIII.1

«MODALITÉS DE PAIEMENT DES PRESTATIONS

« **127.** Le paiement des prestations dues à titre de pensions, pensions différées, crédits de rente, remboursements et le paiement des sommes nécessaires en cas de transferts sont faits par la Commission.

Les sommes nécessaires à ces paiements sont prises en premier lieu, sur les sommes retenues par la Commission en vertu de l'article 123 et par la suite, sur les sommes versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec:

1° dans la proportion de $\frac{5}{12}$ sur le fonds des cotisations des employés et de $\frac{7}{12}$ sur le fonds des contributions des employeurs pour les années de service créditées dans cette proportion;

2° dans une proportion égale sur ces fonds pour les années de service créditées dans cette proportion.

Toutefois, pour la partie du service faite dans le régime de retraite des fonctionnaires ou le régime de retraite des enseignants, les sommes sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

« **127.1** Dans le cas d'un crédit de rente acquis en vertu de l'article 92, le paiement du crédit de rente est fait, en premier lieu, sur les fonds qui ont été transférés à la Commission à cette fin et, par la suite, sur le fonds consolidé du revenu.

« **127.2** La rente annuelle acquise en vertu de l'article 106 est payée sur le fonds consolidé du revenu.

« **127.3** Si le fonds des contributions des employeurs est épuisé, les sommes nécessaires aux paiements visés dans l'article

127 sont prises, en premier lieu, sur les fonds capitalisés en vertu de l'article 122 et, par la suite, sur le fonds consolidé du revenu.

« **127.4** Les sommes qui, en vertu de la présente section, proviennent du fonds consolidé du revenu sont remises à la Commission par le ministre des Finances aux époques et suivant les modalités déterminées par règlement. ».]

16. L'intitulé de la section XV de cette loi est remplacé par le suivant:

«ÉVALUATION ACTUARIELLE ET PARTAGE
DU COÛT DU RÉGIME».

17. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 138, des suivants:

« **138.1** Le coût du régime est partagé également entre l'employé et l'employeur.

« **138.2** Le gouvernement peut, par règlement, à des intervalles d'au moins 3 ans, réviser le taux de la cotisation de l'employé. Ce taux est basé sur le résultat de l'évaluation actuarielle du régime faite à l'égard des employés de niveau syndicable.

La cotisation est ajustée à compter du 1^{er} juillet suivant le résultat de cette évaluation. ».

18. L'article 140 de cette loi est abrogé.

19. L'article 149 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *l* du premier alinéa par le suivant:

«*l*) établir, conformément à l'article 138.2, un nouveau taux de cotisation;»;

2° par le remplacement du paragraphe *t* du premier alinéa par le suivant:

«*t*) déterminer, le cas échéant, la date à laquelle la cotisation est augmentée en vertu de l'article 113;».

20. L'article 154 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Dans le cas d'un employé qui passe au service de ce gouvernement ou de cette corporation ou institution, la Commission effectue les versements requis selon les modalités établies aux articles 127 à 127.3. ».

21. L'article 158 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **158.** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi. ».

22. L'Annexe I de cette loi est modifiée:

1° par le remplacement du premier intitulé par le suivant:

«Primes requises de l'employé pour avoir droit au crédit de rente visé dans l'article 84 à l'égard des années de service antérieures au 1^{er} juillet 1982 quand l'âge de la retraite obligatoire est de 65 ans»;

2° par le remplacement du deuxième intitulé par le suivant:

«Primes requises de l'employé pour avoir droit au crédit de rente visé dans l'article 84 à l'égard des années de service antérieures au 1^{er} juillet 1982 quand l'âge de la retraite obligatoire est postérieur à 65 ans».

23. Cette loi est modifiée par l'addition de l'annexe suivante:

«ANNEXE I.1

(Article 86)

Primes requises de l'employé pour avoir droit au crédit de rente visé dans l'article 84 à l'égard des années de service postérieures au 30 juin 1982 quand l'âge de la retraite obligatoire est 65 ans

Prime par 10 \$ de rente annuelle

| Âge | Hommes | Femmes | Âge | Hommes | Femmes |
|-----|----------|----------|-----|-----------|-----------|
| 18 | 3 769 \$ | 4 244 \$ | 42 | 13 624 \$ | 15 341 \$ |
| 19 | 3 977 | 4 477 | 43 | 14 374 | 16 186 |
| 20 | 4 195 | 4 724 | 44 | 15 164 | 17 075 |
| 21 | 4 426 | 4 984 | 45 | 15 998 | 18 014 |
| 22 | 4 669 | 5 258 | 46 | 16 878 | 19 006 |
| 23 | 4 926 | 5 548 | 47 | 17 807 | 20 051 |
| 24 | 5 197 | 5 852 | 48 | 18 786 | 21 154 |
| 25 | 5 483 | 6 174 | 49 | 19 819 | 22 316 |
| 26 | 5 784 | 6 514 | 50 | 20 909 | 23 544 |
| 27 | 6 103 | 6 872 | 51 | 22 058 | 24 839 |
| 28 | 6 438 | 7 250 | 52 | 23 272 | 26 206 |
| 29 | 6 792 | 7 649 | 53 | 24 552 | 27 647 |
| 30 | 7 166 | 8 069 | 54 | 25 902 | 29 167 |
| 31 | 7 560 | 8 513 | 55 | 27 326 | 30 772 |
| 32 | 7 976 | 8 981 | 56 | 28 967 | 32 617 |
| 33 | 8 414 | 9 475 | 57 | 30 704 | 34 574 |
| 34 | 8 878 | 9 996 | 58 | 32 546 | 36 649 |
| 35 | 9 366 | 10 546 | 59 | 34 500 | 38 848 |
| 36 | 9 881 | 11 126 | 60 | 36 570 | 41 179 |
| 37 | 10 424 | 11 738 | 61 | 38 764 | 43 650 |
| 38 | 10 998 | 12 384 | 62 | 41 089 | 46 268 |
| 39 | 11 603 | 13 064 | 63 | 43 555 | 49 044 |
| 40 | 12 241 | 13 783 | 64 | 46 169 | 51 988 |
| 41 | 12 914 | 14 542 | 65 | 48 938 | 55 106 |

«ANNEXE I.1 (suite)

Primes requises de l'employé pour avoir droit au crédit de rente visé dans l'article 84 à l'égard des années de service postérieures au 30 juin 1982 quand l'âge de la retraite obligatoire est postérieur à 65 ans

Prime par 10 \$ de rente annuelle

Âge obligatoire de la retraite

| HOMMES | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Âge au moment du rachat | | | | | |
| 60 | 33 571 \$ | 30 307 \$ | 27 712 \$ | 25 345 \$ | 23 107 \$ |
| 61 | 35 585 | 32 126 | 29 374 | 26 866 | 24 494 |
| 62 | 37 720 | 34 054 | 31 136 | 28 477 | 25 963 |
| 63 | 39 983 | 36 097 | 33 005 | 30 186 | 27 522 |
| 64 | 42 383 | 38 262 | 34 985 | 31 997 | 29 173 |
| 65 | 44 926 | 40 559 | 37 084 | 33 917 | 30 923 |
| 66 | 47 621 | 42 991 | 39 308 | 35 952 | 32 778 |
| 67 | | 45 571 | 41 668 | 38 110 | 34 745 |
| 68 | | | 44 167 | 40 396 | 36 830 |
| 69 | | | | 42 820 | 39 040 |
| 70 | | | | | 41 382 |
| FEMMES | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 |
| Âge au moment du rachat | | | | | |
| 60 | 38 033 \$ | 35 062 \$ | 32 288 \$ | 29 701 \$ | 27 326 \$ |
| 61 | 40 315 | 37 165 | 34 225 | 31 484 | 28 967 |
| 62 | 42 734 | 39 395 | 36 278 | 33 373 | 30 704 |
| 63 | 45 298 | 41 759 | 38 455 | 35 375 | 32 546 |
| 64 | 48 016 | 44 264 | 40 763 | 37 498 | 34 500 |
| 65 | 50 897 | 46 920 | 43 208 | 39 748 | 36 570 |
| 66 | 53 951 | 49 735 | 45 802 | 42 132 | 38 764 |
| 67 | | 52 720 | 48 550 | 44 660 | 41 089 |
| 68 | | | 51 462 | 47 340 | 43 555 |
| 69 | | | | 50 180 | 46 169 |
| 70 | | | | | 48 938». |

24. L'article 9 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) est remplacé par les suivants:

«**9.** Le montant de toute pension, de toute pension de veuve ou de veuf et de tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), indexé annuellement:

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 dans la mesure seulement où ce service est nécessaire pour atteindre un maximum de 35 ans de service, de l'excédent de cet indice sur 3%.

La pension différée est indexée de la même façon. Cette indexation ne s'applique, dans ce cas, qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle débute le paiement de la pension.

«**9.1** Le premier ajustement d'une pension et des autres bénéfices résultant de l'indexation s'effectue proportionnellement:

1° au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année de la mise à la retraite par rapport au nombre total de jours dans cette année;

2° le cas échéant, au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année du décès de l'enseignant par rapport au nombre total de jours dans cette année.».

25. L'article 31 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**31.** L'employeur doit faire sur chaque versement de traitement de tout enseignant une retenue:

1° de 8,43% jusqu'à concurrence du montant de l'exemption personnelle au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec;

2° de 6,63% sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette loi; et

3° de 8,43% sur le reste.

«**31.1** La Commission doit faire préparer, par les actuaires qu'elle désigne, une évaluation actuarielle du présent régime aux dates retenues pour l'évaluation actuarielle prévue par l'article 138 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

L'actuaire-conseil nommé par le gouvernement, conformément au deuxième alinéa de cet article, doit faire rapport au ministre sur

la pertinence des hypothèses utilisées pour cette évaluation au plus tard 30 jours à compter de sa nomination. Le ministre doit, au plus tard 90 jours après la réception du rapport, le transmettre à la Commission.

Les honoraires et les frais de l'actuaire-conseil sont à la charge de la Commission.

«**31.2** Le coût du régime est partagé également entre l'employé et l'employeur.

Le gouvernement peut, par règlement, à des intervalles d'au moins 3 ans, réviser, en même temps que la révision faite en vertu de l'article 138.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les taux de cotisation de l'employé en se basant sur les évaluations actuarielles du présent régime.

«**31.3** Le temps pendant lequel un enseignant bénéficie d'un congé sans solde ou cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi pour poursuivre des études spécialisées, conformément aux règlements adoptés par le gouvernement, lui est compté à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi en congé ou poursuit de telles études spécialisées pourvu:

1° qu'il soit autorisé à cette fin par la Commission;

2° qu'il verse au fonds consolidé du revenu, pour chacune de ces années, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées, s'il n'avait pas été ainsi en congé ou s'il n'avait pas ainsi poursuivi de telles études, basé sur le traitement qu'il recevait au moment où il a été mis en congé ou a commencé à poursuivre ces études; et

3° qu'il occupe une fonction visée par le présent régime dès que prend fin le congé sans solde ou les études spécialisées sauf s'il est décédé, est devenu invalide, a acquis droit à la retraite ou si, à son retour, il passe au service d'un employeur avec lequel la Commission a conclu une entente de transférabilité.

La Commission détermine les époques auxquelles ces versements doivent être effectués. Le montant déterminé au premier alinéa est augmenté d'un intérêt dont le taux est déterminé par règlement du gouvernement dans le cas où la demande d'autorisation est faite après la fin de l'année au cours de laquelle l'enseignant a bénéficié d'un congé sans solde ou poursuivi des études spécialisées. L'intérêt commence à courir à l'expiration du congé sans solde ou à la fin des études spécialisées.».

26. L'article 33 de cette loi est abrogé.

27. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34, du suivant:

«**34.1** À la date prescrite par règlement du gouvernement, l'employeur doit faire un rapport à la Commission du montant des cotisations versées par ses employés et des autres renseignements relatifs à l'administration du présent régime déterminés par ce règlement.».

28. L'article 35 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**35.** L'employeur visé au sous-paragraphe 4° du paragraphe *a* de l'article 1 qui ne reçoit pas de subvention en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29), de la Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36) ou de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) doit verser à la Commission, en même temps qu'il fait remise de la cotisation des enseignants, un montant égal à cette cotisation.

La Commission verse mensuellement ce montant au fonds consolidé du revenu.».

29. L'article 47 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe *f* du premier alinéa, du suivant:

«*g*) établir, conformément à l'article 31.2, des nouveaux taux de cotisation.».

30. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 53, du suivant:

«**54.** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.».

31. L'article 8 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) est remplacé par les suivants:

«**8.** Le montant de toute pension, de toute pension de veuve ou de veuf et de tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), indexé annuellement:

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 dans la mesure seulement où ce service est nécessaire pour atteindre un maximum de 35 ans de service, de l'excédent de cet indice sur 3%.

La pension différée est indexée de la même façon. Cette indexation ne s'applique, dans ce cas, qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle débute le paiement de la pension.

«**3.1** Le premier ajustement d'une pension et des autres bénéfices résultant de l'indexation s'effectue proportionnellement:

1° au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année de la mise à la retraite par rapport au nombre total de jours dans cette année;

2° le cas échéant, au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année du décès du fonctionnaire ou employé par rapport au nombre total de jours dans cette année.».

32. L'article 18 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**18.** L'employeur doit faire sur chaque versement de traitement de tout fonctionnaire ou employé une retenue:

1° de 7,88% jusqu'à concurrence du montant de l'exemption personnelle au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec;

2° de 6,08% sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette loi; et

3° de 7,88% sur le reste.

«**18.1** L'article 69.2 s'applique à la révision des taux de cotisation.

«**18.2** L'employeur doit remettre à la Commission le montant des cotisations des fonctionnaires ou employés pour le mois précédent au plus tard le 15 de chaque mois.

L'employeur qui ne perçoit pas ces cotisations en devient débiteur envers la Commission et est passible d'une pénalité égale à 10% de ces cotisations.

Les cotisations sont versées mensuellement au fonds consolidé du revenu par la Commission.

«**18.3** À la date prescrite par règlement du gouvernement, l'employeur doit faire un rapport à la Commission du montant des cotisations versées par ses fonctionnaires ou employés et des autres renseignements relatifs à l'administration du présent régime déterminés par ce règlement.».

33. L'article 64 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**64.** Le montant de toute pension, de toute pension de veuve ou de veuf et de tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, indexé annuellement:

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1982 dans la mesure seulement où ce service est nécessaire pour atteindre un maximum de 35 ans de service, de l'excédent de cet indice sur 3%.

La pension différée est indexée de la même façon. Cette indexation ne s'applique, dans ce cas, qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle débute le paiement de la pension.

«**64.1** Le premier ajustement d'une pension et des autres bénéfices résultant de l'indexation s'effectue proportionnellement:

1° au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année de la mise à la retraite par rapport au nombre total de jours dans cette année;

2° le cas échéant, au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée ou l'aurait été au cours de l'année du décès du fonctionnaire ou employé par rapport au nombre total de jours dans cette année.».

34. L'article 69 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**69.** L'employeur doit faire sur chaque versement de traitement de tout fonctionnaire ou employé une retenue:

1° de 7,88% jusqu'à concurrence du montant de l'exemption personnelle au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec;

2° de 6,08% sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette loi; et

3° de 7,88% sur le reste.

«**69.1** La Commission doit faire préparer, par les actuaires qu'elle désigne, une évaluation actuarielle du présent régime aux dates retenues pour l'évaluation actuarielle prévue par l'article 138 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

L'actuaire-conseil nommé par le gouvernement, conformément au deuxième alinéa de cet article, doit faire rapport au ministre sur la pertinence des hypothèses utilisées pour cette évaluation au plus tard 30 jours à compter de sa nomination. Le ministre doit, au plus tard 90 jours après la réception du rapport, le transmettre à la Commission.

Les honoraires et les frais de l'actuaire-conseil sont à la charge de la Commission.

«**69.2** Le coût du régime est partagé également entre l'employé et l'employeur.

Le gouvernement peut, par règlement, à des intervalles d'au moins 3 ans, réviser, en même temps que la révision faite en vertu de l'article 138.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les taux de cotisation de l'employé en se basant sur les évaluations actuarielles du présent régime.

«**69.3** L'employeur doit remettre ou faire remettre à la Commission le montant des cotisations des fonctionnaires ou employés pour le mois précédent au plus tard le 15 de chaque mois.

L'employeur qui ne perçoit pas ces cotisations en devient débiteur envers la Commission et est passible d'une pénalité égale à 10% de ces cotisations.

Ces cotisations sont versées mensuellement au fonds consolidé du revenu par la Commission.

«**69.4** À la date prescrite par règlement du gouvernement, l'employeur doit faire un rapport à la Commission du montant des cotisations versées par ses fonctionnaires ou employés et des autres renseignements relatifs à l'administration du présent régime déterminés par ce règlement.».

35. L'article 72 de cette loi est modifié par le remplacement des premier, deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«**72.** Les organismes visés dans les paragraphes 1° à 8° de l'article 120 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics doivent verser leur contribution à la Commission en même temps qu'ils font remise de la cotisation des fonctionnaires ou employés. La Commission verse mensuellement ces contributions au fonds consolidé du revenu.

La contribution de l'employeur est égale au montant des cotisations des fonctionnaires ou employés.».

36. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 113, des suivants:

«**114.** Les règlements adoptés en vertu de la présente loi après le (*insérer ici la date de la sanction du projet de loi n° 68*) sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*. Ils s'appliquent à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à compter de toute date ultérieure qui y est fixée.

«**115.** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.».

37. L'article 3 de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, chapitre 16) est remplacé par le suivant:

«**3.** L'employé qui cotise à un régime de retraite doit, pour bénéficier des dispositions de la présente loi, opter pour le Régime en transmettant un avis à cet effet à la Commission de la manière prévue par règlement.

L'article 11 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) s'applique sauf si la pension de l'employé devient payable entre la date de transmission de son avis et la date effective de son assujettissement déterminée par cet article. Dans un tel cas, l'employé est assujéti au Régime à compter de la date à laquelle la pension est payable.

L'employé qui cotise à un régime de retraite doit, pour bénéficier des dispositions de la présente loi, malgré le fait que son employeur n'est pas visé par le Régime, opter pour ce Régime conformément au premier alinéa. ».

38. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Les versements requis peuvent être effectués après l'âge de 65 ans et l'employé âgé de plus de 70 ans doit payer:

1° à l'égard du service antérieur au 1^{er} juillet 1982, la somme déterminée suivant le tarif de primes apparaissant à l'Annexe I;

2° à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982, la somme déterminée suivant le tarif de primes apparaissant à l'Annexe II. ».

39. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**17.** Le montant du crédit de rente de 1% accordé en vertu de la présente section est ajusté annuellement par indexation de la manière et à l'époque prévues aux articles 77 et 77.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10). ».

40. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant:

«**32.1** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi. ».

41. L'annexe de cette loi est modifiée:

1° par le remplacement du mot «ANNEXE» par ce qui suit: «ANNEXE I»;

2° par le remplacement de ce qui suit: «Prime par \$10 de rente annuelle» par ce qui suit: «Prime par 10 \$ de rente annuelle à l'égard du service antérieur au 1^{er} juillet 1982».

42. Cette loi est modifiée par l'addition de l'annexe suivante:

«ANNEXE II

Prime par 10 \$ de rente annuelle à l'égard du service
postérieur au 30 juin 1982

| ÂGE | HOMMES | FEMMES |
|-----|-----------|-----------|
| 70 | 41 382 \$ | 48 938 \$ |
| 71 | 40 420 | 47 621 |
| 72 | 38 914 | 45 571 |
| 73 | 37 410 | 44 167 |
| 74 | 35 904 | 42 820 |
| 75 | 34 393 | 41 382 |
| 76 | 32 875 | 40 420 |
| 77 | 31 369 | 38 914 |
| 78 | 29 886 | 37 410 |
| 79 | 28 435 | 35 904 |
| 80 | 27 023 | 34 393». |

43. La révision des taux de cotisation prévue par l'article 138.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, par l'article 31.2 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants et par l'article 69.2 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires pourra, pour celle qui devrait être faite après le 1^{er} juillet 1982, être faite dans un intervalle de moins de 3 ans.

44. L'article 5 s'applique à l'égard de toute période visée dans l'article 45 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics qui est postérieure au 30 juin 1982.

45. L'article 8 dans la mesure où il édicte l'article 77.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, l'article 24 dans la mesure où il édicte l'article 9.1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, les articles 31 et 33 dans la mesure où ils édictent respectivement les articles 8.1 et 64.1 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires et l'article 39 dans la mesure où l'article 17 de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants qu'il modifie réfère à l'article 77.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics s'appliquent à l'égard de toute pension ou, le cas échéant, d'un crédit de rente payable à compter du 1^{er} juillet 1982.

46. Les articles 2, 6 et 7, l'article 8 dans la mesure où il remplace l'article 77 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les articles 9 à 20, 22 et 23, l'article 24 dans la mesure où il remplace l'article 9 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, les articles 25 à 29, l'article 31 dans la mesure où il remplace l'article 8 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, l'article 32, l'article 33 dans la mesure où il remplace l'article 64 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, les articles 34, 35 et 38, l'article 39 dans la mesure où l'article 17 de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants qu'il modifie réfère à l'article 77 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et les articles 41 et 42 ont effet à compter du 1^{er} juillet 1982.

47. Les articles 1, 21 et 30, l'article 36 dans la mesure où il édicte l'article 115 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires et l'article 40 entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.

48. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

49. Sous réserve de l'article 47, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.